

LE MOYEN-ORIENT

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

C'est une réponse courte. Passons au Moyen-Orient. Je vais commencer par une remarque provocante, puis je poserai une vraie question. La remarque provocante tient dans ce constat : les services de renseignement occidentaux, y compris ceux des États-Unis, n'ont guère été efficaces au Moyen-Orient, que ce soit en 2003 en Irak, ou cette année. Je veux bien sûr parler de l'émergence soudaine de DAECH ou, comme l'appelle le prince Turki, fahesh. Si nous nous trompons systématiquement dans notre évaluation de la situation au Moyen-Orient, cela peut avoir des conséquences. Maintenant, ma question est la suivante : quel est votre pronostic quant à un accord avec l'Iran dans un proche avenir ? Par proche avenir, je veux dire la fin du mandat Obama.

Joseph Nye, professeur émérite, Center for Public Leadership, Harvard Kennedy School

Il faut attendre jusqu'à juin pour connaître l'issue de la série de négociations actuelle. J'ai discuté avec une personne étroitement impliquée dans les négociations qui évalue à 40 % les probabilités d'aboutir. J'ignore si ce pronostic est fiable ou non car je ne connais pas suffisamment les détails. Je pense néanmoins que si les probabilités sont aussi élevées, il faut y aller.

Le danger et les différends politiques se situent actuellement à Washington, en particulier au Congrès. Il y a ceux au Congrès qui disent : « Ajoutons de nouvelles sanctions pour mettre un peu plus la pression aux Iraniens. » Il y a ceux dans l'administration qui disent « Si vous renforcez les sanctions maintenant, vous allez réduire les probabilités à 10 % ou zéro. » Telle est la bataille à laquelle ils se livrent aujourd'hui.

Je suis enclin à penser qu'il faut donner une chance à la diplomatie. Les menaces de nouvelles sanctions pourront être brandies plus tard, mais à ce stade, tout dépend de si on est proche ou non d'une issue positive. Là encore, je me contente de répéter les propos d'une personne participant aux négociations, et j'ignore s'il s'agit d'une évaluation exacte ou non. Je pense que nous devrions aller de l'avant.

Richard Haass, président du Council on Foreign Relations

Je vais être clair, et cela va sans doute troubler ou décevoir la plupart des gens. Il est possible d'arriver à un accord, et le but est d'avoir un cadre d'ici mars et un accord complet avant la fin juin. Il convient de définir ce qu'on entend par « réussite ». La réussite voudrait dire que l'Iran aurait des milliers de centrifugeuses de capacités diverses. Le pays aurait une quantité inconnue d'uranium enrichi. Les vecteurs nucléaires et le reste, comme les missiles, ne sont pas pris en compte. Il y aurait un dispositif d'inspections et une certaine transparence. Cela nous donnerait une certaine assurance, bien que partielle, sur les activités de l'Iran, et aiderait à savoir si l'Iran fait des choses non autorisées par le traité.

Ce traité aurait une durée limitée. Je souligne ceci uniquement pour dire qu'en cas de réussite, et s'il y a un accord, tout ne sera pas réglé. Il y aura ensuite des discussions sur l'allègement des sanctions qui doit être accordé à l'Iran, en tenant compte des limites de l'accord. Mais surtout, il y aura des débats sans fin sur les questions du respect, ce qui nous rappelle un peu la façon dont nous trois avons grandi. La question sera de savoir si l'Iran respecte la lettre et l'esprit de l'accord et comment nous, à l'extérieur, allons réagir. Une façon de voir les choses est que, même s'il y a un accord, celui-ci ne résoudra pas vraiment la situation mais il permettra plutôt une poursuite des discussions.



S'il n'y a pas d'accord, la situation ne sera pas très différente car on surveillera ce que fait l'Iran après avoir quitté la table des négociations. Que les négociations se poursuivent ou non, on va se poser les questions suivantes : combien de centrifugeuses et quelle quantité d'uranium le pays possède-t-il ? Que se passe-t-il d'autre ? Ont-ils rouvert le réacteur d'Arak, etc. Je ne dis pas qu'il n'est pas préférable d'avoir un accord, mais un accord n'est pas une panacée, et ce ne sera pas la fin du monde s'il n'y en a pas. Ce qui est important, c'est de savoir si certains des protocoles qui ont été mis en place ces deux dernières années vont demeurer en place, et si on considère qu'ils sont respectés.

D'une façon ou d'une autre, je pense que ce sera désormais une sorte de réalité permanente. Au mieux, l'Iran se positionne comme un État au seuil du nucléaire. Combien de temps lui faudra-t-il pour devenir une puissance nucléaire s'il le souhaite ? Quelle quantité de matériel et combien d'armes pourrait-il détenir ? Quel préavis aurions-nous si l'Iran choisissait de s'engager dans cette voie ? Je pense que cette situation sera désormais permanente. Permanente est un grand mot, mais au moins dans un futur proche, ce sera un élément permanent du paysage.

Joseph Nye, professeur émérite, Center for Public Leadership, Harvard Kennedy School

Puis-je ajouter une remarque en quelques secondes ? Je suis d'accord avec Richard. Mais une des différences, s'il y a accord, concerne le degré d'intrusion de nos inspections. Notre capacité à détecter les violations et les dangers sera considérablement renforcée.

Richard Haass, président du Council on Foreign Relations

Je suis d'accord. Tout compte fait, je dirais qu'un bon accord est préférable. Outre le débat sur les sanctions, il est possible que nous ayons également un débat pour savoir si l'accord est suffisamment bon. J'aimerais en effet qu'un intense débat ait lieu aux États-Unis et ailleurs, au printemps ou à l'été prochain, en fonction de l'évolution de la situation. Il consisterait à savoir si ce qui peut être négocié est acceptable ou non et à le comparer aux alternatives possibles.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

En fait, vous semblez tous les deux d'accord sur le fait que les négociations portent entièrement sur les questions nucléaires, peu importe que la situation au Moyen-Orient ne soit pas évoquée. Si j'interprète vos sentiments, même si nous ne parvenons pas à un accord avec l'Iran, cela n'affectera pas fondamentalement la situation au Moyen-Orient. Cependant, d'autres analystes et observateurs croient que s'il n'y a pas d'accord avec l'Iran, cela ne fera qu'augmenter le chaos dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient.

Richard Haass, président du Council on Foreign Relations

Je dirais simplement que tout dépend des circonstances. S'il n'y a pas d'accord, l'Iran pourrait se précipiter pour dépasser le seuil nucléaire. La situation au Moyen-Orient serait alors pire qu'aujourd'hui, parce qu'il n'y aurait pas uniquement la capacité iranienne. Se poserait également la question de savoir si nous ou les Israéliens pourrions prévenir/anticiper cette capacité. Ou si plusieurs autres pays ne seraient pas tentés de créer leurs propres arsenaux nucléaires.

Oui, la situation empirerait. On peut imaginer toutes sortes d'alternatives qui ne feraient qu'aggraver la situation dans ce qui est déjà la région la plus complexe et la plus troublée du monde. Je croyais que vous vouliez en venir à autre chose. À savoir en quoi l'issue des discussions nucléaires avec l'Iran peut avoir une incidence sur des pays avec lesquels les États-Unis et l'Iran interagissent ? Cela inclut l'Irak, la Syrie et l'Afghanistan.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

C'est ce que je veux dire.

Richard Haass, président du Council on Foreign Relations

Cela dépend. Je regrette de ne pas pouvoir donner une réponse tranchée. Avec ou sans accord, il est possible de garder ouverte l'option d'une coopération sélective, sans espérer toutefois de coopération active en vertu du principe de parallélisme. Du moins aussi longtemps qu'il n'y aura pas de crise entre les États-Unis et l'Iran. Si nous sommes en guerre avec l'Iran ou si une crise éclate, cela changera la donne bien évidemment, mais supposons que nous décidions, avec ou sans accord, que nous pouvons vivre avec l'Iran dans la sphère nucléaire. Et en ce qui concerne les autres situations en Syrie, en Irak, en Afghanistan, au Bahreïn ou partout ailleurs, les États-Unis et l'Iran pourront avoir des politiques parallèles ou divergentes. La situation nucléaire n'aura pas d'impact significatif sur ce que nous faisons ou ne faisons pas.

Je ne pense pas que l'issue des négociations nucléaires avec l'Iran modifiera notre regard sur les autres questions. Il y a cette idée selon laquelle tout doit être stratégiquement appréhendé de façon globale, mais je ne pense pas que ce sera le cas. Nous allons poursuivre les discussions nucléaires et, à moins qu'une crise n'éclate, nous poursuivrons également les discussions sur d'autres questions. S'il y a un accord, peut-être aidera-t-il ou ouvrira-t-il la voie à d'autres perspectives ? Peut-être, mais ces autres décisions seront prises sur le fond, et non en récompense de quoi que ce soit qui aura été négocié sur la question nucléaire.

Joseph Nye, professeur émérite, Center for Public Leadership, Harvard Kennedy School

Je suis d'accord. Je ne pense pas que nous soyons à la veille d'une période de grande détente avec l'Iran car nos intérêts divergent sur de nombreux points. Même si un accord nucléaire est signé, des sujets de friction subsisteront, comme l'a dit Richard. Il y aura peut-être quelques avancées dans certains domaines où nous partageons des intérêts communs, mais cela ne va pas aboutir à une grande détente.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

La bonne nouvelle est que vous êtes d'accord et la mauvaise nouvelle est que vous êtes d'accord. Nous allons aborder un dernier point.

Joseph Nye, professeur émérite, Center for Public Leadership, Harvard Kennedy School

Au moins s'agit-il d'un consensus bipartisan.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

C'est vrai. Avant de consacrer quelques minutes à l'Asie de l'Est, j'ai une dernière question concernant le Moyen-Orient. Pensez-vous qu'il y ait une chance que le conflit israélo-palestinien puisse être résolu de votre vivant ?

**Richard Haass, président du Council on Foreign Relations**

J'aurais trois choses à dire sur ce sujet. Premièrement, c'est très peu probable. Deuxièmement, il y a quelque chose d'intéressant dans tous les problèmes du Moyen-Orient. Même si on trouvait une solution au problème israélo-palestinien, cela ne changerait pas grand-chose à tous les autres problèmes qui frappent cette région. D'aucuns croient que la question israélo-palestinienne est la pièce maîtresse. Si nous pouvions résoudre uniquement le problème israélo-palestinien et si seulement nous avions un État palestinien, nous n'aurions pas la guerre civile en Syrie. Nous n'aurions pas les problèmes en Irak, la situation nucléaire iranienne, la situation égyptienne. Je trouve cela absurde.

Je pense en effet qu'il ne faut pas se poser la question en ces termes. Dans les années à venir, je me concentrerais moins sur la question de savoir comment nous allons faire pour que la situation israélo-palestinienne soit meilleure, mais plus sur celle de savoir comment nous allons faire pour qu'elle ne devienne pas pire. A Jérusalem, nous avons observé ces dernières semaines une évolution très préoccupante. Nous assistons en effet à une sorte de tribalisation de la situation à Jérusalem. C'est dangereux pour les Palestiniens et pour les Israéliens car cela pourrait monter de larges pans de la société israélienne les uns contre les autres.

Je ne crois pas que ce soit le moment de faire des promesses stratégiques. Concernant le secrétaire d'État Kerry, je ne soutiens pas son action, mais je pense que personne ne peut prétendre que nous n'avons pas essayé. J'ai du mal à imaginer, pour utiliser mon expression favorite, que la situation soit sur le point d'évoluer dans le bon sens. Pour l'instant, je me concentrerais sur des mesures et des codes de conduite visant à instaurer la confiance à Jérusalem. Je ne veux pas que Jérusalem devienne la nouvelle ligne de faille au Moyen-Orient.

Joseph Nye, professeur émérite, Center for Public Leadership, Harvard Kennedy School

Si je m'exprime en tant que citoyen, j'espère que ma réponse est oui, mais si je parle en tant qu'analyste, ma réponse est non. Même si la probabilité d'un oui n'est que de 10 %, cela vaut la peine d'essayer.